



RAPPORT D'ACTIVITE 2003

Division Technologie, Industrie et Economie

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

LE PNUE ET SA DIVISION TECHNOLOGIE, INDUSTRIE ET ECONOMIE

Lors de sa 5^e session spéciale, le Conseil d'administration du PNUE adoptait de nouvelles priorités : surveillance, évaluation, information et recherche environnementales, avec notamment les points suivants : alerte précoce ; meilleure coordination des conventions sur l'environnement et élaboration d'instruments de politique environnementale ; eau douce ; transfert de technologie et industrie ; aide à l'Afrique. En liaison avec d'autres divisions du PNUE, la division Technologie, Industrie et Economie (DTIE) a défini sa stratégie et centré ses activités sur ces priorités.

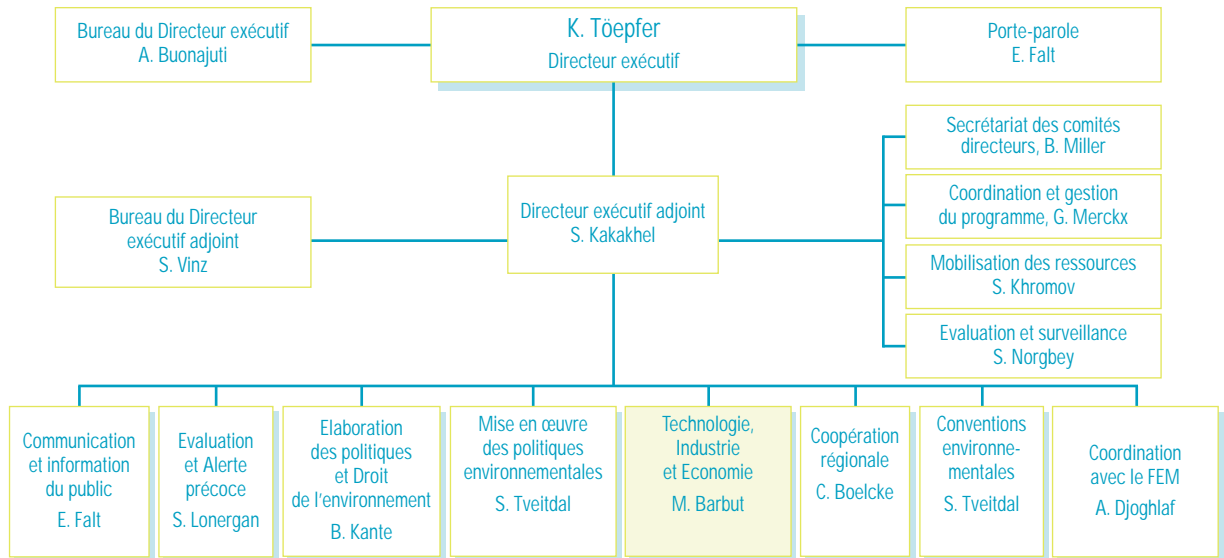
● La DTIE

encourage les autorités nationales et locales et les décideurs industriels à élaborer et adopter des politiques, stratégies

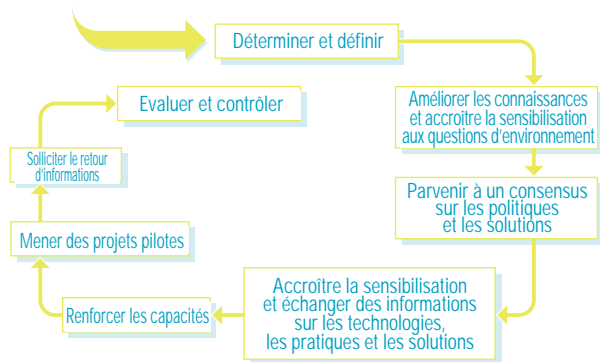
et pratiques plus propres, plus sûres, plus économes en ressources naturelles, à garantir une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, à limiter la pollution et les risques pour l'homme et l'environnement, à permettre la mise en œuvre des conventions et accords internationaux et à intégrer les coûts environnementaux.

● La stratégie de la division

consiste à influencer les prises de décision par des partenariats avec d'autres organisations internationales, les gouvernements, les milieux d'affaires et industriels, les organisations non gouvernementales ; faciliter la gestion des connaissances au moyen de réseaux ; aider à la mise en œuvre de conventions ; agir par l'intermédiaire des bureaux régionaux du PNUE.



La démarche de la division



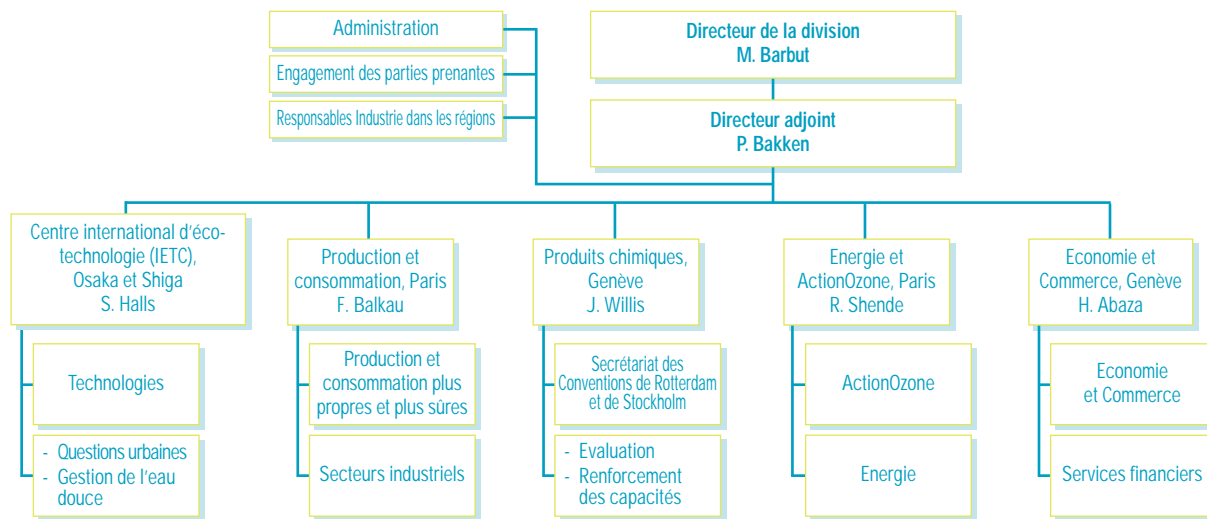
La structure de la division

La division, dont le Directeur et le Bureau de direction sont à Paris, comprend un centre et quatre services implantés à Paris, Genève et Osaka.

Le Directeur de la division

- Définit la politique générale de la DTIE et son programme de travail.
- Coordonne les activités de la division et assure la liaison avec les autres divisions du PNUE.
- Encourage des activités visant à élargir l'implication des parties prenantes.

Les activités de la division sont relayées dans les régions par les responsables Industrie et Ozone de quatre des six bureaux régionaux du PNUE : Afrique (ROA), Amérique latine et Caraïbes (ROLAC), Asie et Pacifique (ROAP) et Asie occidentale (ROWA).



Le Centre international d'éco-technologie (IETC)

encourage les pays en développement et les pays en transition à adopter et utiliser des technologies respectueuses de l'environnement, plus particulièrement pour la gestion des villes et des bassins d'eau douce.

Le service Production et Consommation

encourage la réorientation des modes de production et de consommation afin d'améliorer l'efficacité des ressources grâce à des technologies, produits et services plus propres, et à l'adoption de systèmes de gestion respectueux de l'environnement.

Le service Produits chimiques

favorise le développement durable en servant de catalyseur à l'échelle mondiale et en renforçant les capacités nationales pour permettre une gestion rationnelle et une plus grande sécurité des produits chimiques partout dans le monde ; ses priorités sont les polluants organiques persistants (POP) et la procédure de consentement préalable en connaissance de

cause (avec la FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Le service Energie et ActionOzone

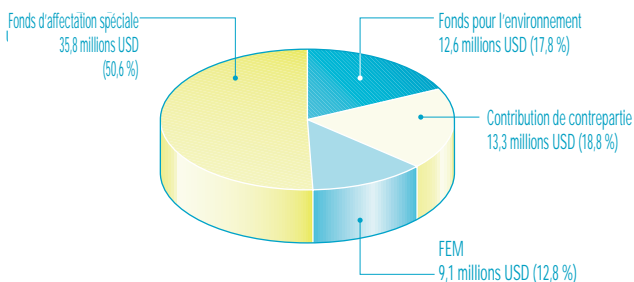
aide les pays en développement ou à économie en transition à éliminer des substances qui appauvrissent la couche d'ozone afin d'assurer la mise en œuvre du Protocole de Montréal ; il encourage les bonnes pratiques de gestion, les économies d'énergie et l'emploi de technologies utilisant des sources d'énergie renouvelables ; il apporte son soutien à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il travaille en liaison étroite avec le Centre de collaboration PNUE/Risø sur l'énergie et l'environnement. (UNCCEE).

Le service Economie et Commerce

renforce la capacité des pays à intégrer les considérations environnementales dans les politiques économiques et commerciales ; il encourage les pratiques de développement durable dans le secteur financier.

Ressources financières de la DTIE

Les ressources allouées à la division dépassent au total 70 millions de dollars (au 1^{er} octobre 2003) et proviennent de quatre sources principales.



MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

Le PNUE a exposé son travail de soutien au concept de responsabilité environnementale et sociale des entreprises dans des conférences internationales. Ses activités dans ce domaine sont exposées ci-après.

Le Pacte mondial

Le PNUE a collaboré avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres agences au cœur de cette initiative pour élaborer et publier le *Global Compact Resource Package*. Ce CD-Rom contient une introduction au Pacte mondial, un rappel de ses principes, des sources d'information, des conseils destinés aux instituts de formation à la gestion sur la manière d'intégrer la responsabilité sociale des entreprises à leurs programmes d'enseignement. Le PNUE a également participé au collectif rédactionnel du *Global Compact Performers Source Book* de 2004.

Lors du forum annuel d'échange de connaissances du Pacte mondial, qui s'est tenu au Brésil en 2003, le PNUE a présenté quatre études de cas d'entreprises se référant au principe de précaution. Il a aussi animé les discussions sur la communication des progrès dans le cadre du Pacte mondial, qui incite les entreprises à établir leurs rapports conformément aux lignes directrices de la GRI (*Global Reporting Initiative*). Le site Internet du Pacte mondial énumère dans un tableau, en regard des neuf principes du Pacte mondial, les indicateurs pertinents extraits des lignes directrices de la GRI. Lors de la réunion du Conseil consultatif du Pacte mondial, le PNUE a exprimé sa satisfaction concernant le récent accord de coopération entre le Pacte mondial et la GRI.

Global Reporting Initiative (GRI)

En juillet 2003, la GRI a lancé auprès des auteurs de rapports sa deuxième procédure de retour d'informations structuré pour connaître l'usage qu'ils font de la version 2002 de ses lignes directrices. C'est la première étape du processus d'examen préparatoire à la version 2005. L'analyse statistique des questionnaires renvoyés s'est achevée fin 2003. La GRI a organisé des tables rondes régionales sur le thème d'un retour d'informations structuré de la part des utilisateurs et des parties prenantes. L'une des premières, celle d'Amérique latine, s'est tenue au Brésil, à l'occasion du Forum annuel d'échange de connaissances du Pacte mondial.

La GRI a également publié son Plan d'activité 2003-2005. Spécifiquement porté par les projets, il a été approuvé par le Conseil multipartite de la GRI et il est disponible



The 21st Century NGO : In the Market for Change

Ce rapport, publié conjointement par le PNUE et SustainAbility consiste pour partie en une mise à jour du travail réalisé depuis plus de dix ans sur l'évolution des relations entre le monde des affaires et la société civile et, plus particulièrement, entre celui-ci et les ONG. Son autre objectif est d'encourager les ONG à réfléchir sur leur philosophie, leur vocation et leurs stratégies.



Revue *Industry and Environment*

En 2003, la revue *Industry and Environment* s'est intéressée au développement durable du point de vue de la grande distribution (Vol. 26, N° 1), du secteur du bâtiment et de la construction (Vol. 26, N° 2-3) et des PME/PMI (Vol. 28, N° 4). La revue est accessible en ligne :

www.uneptie.org/media/review/ie_home.htm



sur le site Internet de celle-ci. Le financement en est assuré par les nouveaux produits de la GRI, les adhérents et les subsides de gouvernements et de fondations.

La création de suppléments sectoriels a trouvé appui dans les discussions sur ce thème, lors de la réunion consultative annuelle des associations professionnelles organisée par le PNUE. Ces suppléments ne viseront pas uniquement le secteur privé. Le Secrétariat de la GRI se penche sur la mise sur pied d'un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de supplément pour le secteur public.

20^e Réunion consultative avec le monde industriel

La rencontre de 2003 s'est concentrée sur les changements climatiques, la responsabilité environnementale et sociale des entreprises, l'évolution des débats sur le commerce et l'environnement après Cancún et le suivi des autoévaluations des progrès des organisations et associations professionnelles internationales vers un développement durable.

Une proposition visant à s'attaquer aux insuffisances de cette autoévaluation a été soumise aux représentants d'associations professionnelles internationales. Elle met l'accent sur la nécessité de renforcer les capacités à l'échelle des régions, d'accroître les compétences en matière de reporting et de promouvoir l'engagement des parties prenantes. Ce travail devrait commencer en 2004.

Global e-Sustainability Initiative (GeSI)

- Le bulletin trimestriel *GeSI Connections* a été lancé.
 - Un groupe de travail sur les questions de chaîne d'approvisionnement a été créé pour :
 - envisager les possibilités de synergie dans le secteur des technologies de l'information et de la communication pour instituer une démarche commune face à la complexité et aux impacts des chaînes d'approvisionnement mondiales ;
 - définir des valeurs guides fiables, un cadre de partage des expériences et une démarche coopérative pour instituer des systèmes et des outils communs.
 - Présent au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), à Genève en 2003, la GeSI a insisté sur l'importance cruciale du développement durable dans une économie reposant sur les technologies de l'information.
 - Un processus de suivi a été créé afin d'actualiser le rapport sur les technologies de l'information présenté par la GeSI au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD), en vue du SMSI 2005, qui se tiendra à Tunis.
-

LE CENTRE INTERNATIONAL D'ECO-TECNOLOGIE (IETC)

Le Centre international d'éco-technologie (IETC) encourage l'application, l'adoption et l'utilisation de technologies respectueuses de l'environnement pour la gestion des villes et des ressources en eau douce des pays en développement et ceux à économie en transition. Il s'intéresse tout particulièrement à l'utilisation des technologies douces pouvant contribuer à résoudre les problèmes d'environnement urbain tels que la qualité de l'eau, les réseaux d'assainissement, les déchets solides, l'énergie, l'expansion tentaculaire des villes, la pollution des sols, le transport, la pollution et l'assainissement de l'air. La gestion de l'eau douce vient également au premier rang des préoccupations de l'IETC. L'eau douce est une ressource rare et, fréquemment, un facteur limitant du développement. Il convient d'en prendre le plus grand soin.

La gestion de l'eau douce

Le troisième Forum mondial de l'eau

En mars 2003, au troisième Forum mondial de l'eau, IETC a co-organisé des activités et animé des sessions sur trois thèmes principaux : les technologies de recharge pour la gestion de l'eau dans les pays en développement ; la gestion intégrée des bassins hydrographiques ; l'eau et les villes. Il a aussi organisé la journée mondiale de l'eau 2003, un événement que le Forum a salué.

Aqua 2003

IETC a participé à la conférence internationale AQUA 2003, en Colombie, du 29 septembre au 3 octobre. Des séminaires internationaux, des ateliers et le troisième forum national de l'eau colombien s'y sont tenus. Le représentant d'IETC a participé à une vidéoconférence en direct, sur les thèmes de l'eau et l'éducation au développement durable.

Les phytotechnologies et une étude de cas en Pologne

IETC a entrepris la rédaction d'un manuel complétant la publication des lignes directrices sur les phytotechnologies et la démarche de l'écohydrologie. Il aidera également à l'élaboration d'une étude de cas concernant une rivière polonaise, la Pilica, sur la base des principes des phytotechnologies et de l'écohydrologie.



Publications 2003

- *Energy Saving in Cities : Issues, Strategies and Options for Local Governments*
- *Environmental Citizenship: An Introductory Guidebook on Building Partnerships between Citizens and Local Governments for Environmental Sustainability*
- *Managing Urban Sewage: An Introductory Guide for Decision-makers*
- *Phytotechnologies: A Technical Approach of Environmental Management*
- *Proceedings of the Workshop on Lake Management and Eutrophication Control for Donghu Lake – CD-Rom*

Publications en ligne seulement – pas d'édition papier :

- *Case Studies of Municipal Environmental Projects*
- *Integrated Urban Resources Management Strategy*
- *Sustainable, Green, Smart Growth, Livable and Innovative Communities*
- *Urban Environmental Management in China*

Outils de formation – l'eau

Pamolare : formation à la lutte contre l'eutrophisation

La Fondation internationale pour les environnements lacustres (ILEC) et l'université de Kyoto ont terminé l'outil pédagogique *Pamolare* sur l'eutrophisation, l'un des axes majeurs du programme de gestion des eaux douces d'IETC.

Aqua-Shed Online

Un logiciel de formation sur la gestion intégrée des bassins hydrographiques, *Aqua-Shed Online*, a été présenté lors d'un atelier sur les transferts d'informations et les connaissances dans le secteur de l'eau. *Aqua-Shed Online* est disponible via Internet, de même que d'autres outils fort utiles d'apprentissage en ligne d'IETC, sur le site www.unep.or.jp.

Questions urbaines

Construction et développement durable : bâtir un avenir durable

L'évaluation des impacts environnementaux du secteur de la construction montre clairement que d'autres techniques de construction et des technologies et pratiques douces pourraient fortement favoriser le passage de l'humanité à un véritable développement durable.

A cette fin, le PNUE et le World Resources Institute (WRI) ont organisé une rencontre au début d'octobre 2003 sur le thème du développement durable dans le secteur de la construction. Cette rencontre avait pour objectif de :

- comprendre l'évolution du secteur de la construction en Amérique du Nord et identifier clairement ses acteurs-clefs ;
- déterminer comment les activités nord-américaines peuvent s'intégrer au contexte international du secteur et indiquer les grands traits des démarches coopératives envisageables ;
- mettre sur pieds des réseaux œuvrant en synergie et
- débattre des objectifs à long terme d'un développement durable dans le secteur .

Voir le site : www.unep.or.jp/ietc/sbc/index.asp

Outils de formation - Secteur de la construction et développement durable

IETC et l'IGES ont élaboré un nouveau cours sur support électronique traitant du développement durable dans le secteur de la construction. Intitulé « Sustainable Building and Construction », ce cours d'introduction se veut un outil de sensibilisation aux questions de développement durable dans le secteur et de meilleure compréhension des principes de base.

Renforcer les capacités pour un développement durable

La stratégie IETC/IGES de formation au développement durable, sur supports électroniques

IETC et son partenaire idoine en la matière, l'IGES, ont pris acte de leurs convergences dans l'utilisation de l'outil de formation électronique comme mécanisme essentiel pour parvenir à leurs objectifs. Ils ont donc décidé de travailler ensemble sur une stratégie à long terme afin d'élaborer des produits électroniques d'éducation à l'environnement. Les partenaires ont convenu d'un plan stratégique accompagné d'un plan d'action lors d'une séance de confrontation d'idées et de planification, en mai 2003.

IETC offre déjà une gamme de produits et de services disponibles en format électronique (courriel, Internet ou CD). L'évaluation des risques environnementaux est venue s'ajouter à la série de cours sur les outils d'aide à la décision destinée aux gestionnaires environnementaux.

Des cours sur support électronique et des informations sur les produits et services innovants d'IETC et l'IGES en matière de renforcement des capacités sont disponibles sur www.unep.or.jp et www.iges.or.jp.

Nouveaux outils pour la recherche de savoirs

Le site Internet d'IETC offre désormais un puissant mécanisme de recherche pour interroger sa riche base de données. Une recherche simple par mots-clés est associée à des moyens performants qui ouvrent aux utilisateurs la possibilité d'effectuer des recherches ciblées dans des domaines géographiques ou thématiques, ou sur des sujets spécifiques. Cet outil démontre la volonté de d'IETC de fournir des informations en « trois clics ou moins ».



SAFFIRE

L'alliance stratégique pour l'information, les ressources et l'éducation sur l'eau douce (*SAFFIRE*) est un outil en ligne permettant l'accès rapide et simple aux informations sur la gestion rationnelle des ressources en eau. *SAFFIRE* est née d'un partenariat entre une dizaine d'organisations et institutions clés travaillant sur les questions de l'eau.

SAFFIRE rejoint les autres outils en ligne créés par IETC, avec un portail d'aspect similaire (www.water-saffire.net).

Un autre outil pour l'échange d'informations sur la gestion environnementale et les ressources en matière de développement local – EMERALD – est accessible à www.urban-emerald.net.



6^e Conseil consultatif international 2003

La 6^e réunion du Conseil consultatif international s'est tenue en décembre 2003). Ce conseil est composé de représentants d'organisations implantées dans le monde entier. Ses missions sont les suivantes :

- conseiller le PNUE sur la stratégie et les activités d'IETC,
- aider IETC à mettre en œuvre ses programmes de travail,
- examiner périodiquement les réalisations d'IETC.

Lors de sa réunion, le conseil a adopté le programme de travail 2004-2005 de l'IETC et a reconnu que le Sommet mondial sur le développement durable et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg avaient réorienté les priorités internationales en matière d'environnement vers les Objectifs de développement du millénaire pour l'eau et l'assainissement. Il est clairement apparu à tous que la stratégie d'IETC devra donc être réalignée pour l'harmoniser avec ces objectifs.

PRODUCTION ET CONSOMMATION

En 2003, le service a largement contribué à la concrétisation du plan de mise en œuvre du SMDD en ce qui concerne l'élaboration du plan-cadre de programmes décennal sur la production et la consommation durables. Une réunion a été organisée à l'échelon mondial à Marrakech (Maroc), avec l'aide de pays donateurs européens et en coopération avec le Département des affaires économiques et sociale des Nations Unies (UN/DESA) ainsi que certains gouvernements nationaux, pour lancer un dialogue international et trouver le meilleur moyen de progresser. Cette rencontre a débouché sur l'élaboration de divers éléments du plan-cadre relatifs à la production et à la consommation, notamment des centres de production plus propre destinés à devenir d'importants mécanismes-relais au niveau des pays. Quatre rencontres régionales, en Argentine, en Indonésie, au Nicaragua et en Corée du Sud ont également eu lieu. Elles ont donné naissance, pour l'Amérique latine, à un conseil régional sur la production et la consommation durables, tandis que la région Asie-Pacifique s'est orientée vers la création d'un centre d'information. D'autres réunions d'experts ont aussi été organisées autour des questions de la production et de la consommation, en lien avec le gouvernement chinois et l'institut japonais AIST. Au total, ces événements ont considérablement élargi le réseau mondial des points de contact et enrichi le plan-cadre décennal, tout en préparant le terrain pour de nouvelles consultations d'ici 2004.

Le travail de renforcement des capacités des Centres nationaux de production plus propre afin qu'ils puissent épauler les actions prévues par le plan-cadre a été considérablement accru en 2003 et devrait contribuer à promouvoir le concept d'industrie plus propre dans le développement des pays (voir encadré ci-contre). Le fonds de connaissances du PNUE, notamment ses outils de formation, a été mis à la disposition d'un plus large auditoire grâce à Internet.

Consommation durable

L'initiative Cycle de vie lancée par le PNUE et la SETAC a donné naissance à des groupes de travail composés de plus de 100 experts et le bulletin électronique *LC.net* a été créé. Plusieurs pays ont accueilli des séminaires d'experts et des expositions sur l'écoconception et les produits et services durables.

Le Forum du PNUE sur la publicité et la communication a élargi ses partenariats pour établir des liens avec les secteurs du marketing et du commerce de détail ; il a contribué à une publication sur la responsabilité sociale des entreprises, et à un numéro spécial d'*Industry and Environment* sur le thème de la grande distribution. Un partenariat avec l'industrie de la mode a été institué et un Parlement européen citoyen pour la consommation durable a été organisé.

Renforcement des capacités dans les centres de production plus propre

Les centres de production plus propre ont bénéficié de l'organisation de 25 séminaires nationaux de formation de formateurs, dans douze pays. Les cours avaient pour sujets : les questions de compétence en matière d'audit des rendements énergétiques ; la production plus propre en vue de faciliter la mise en œuvre d'accords environnementaux multilatéraux ; l'intégration de la production plus propre et de la consommation durable ; l'éco-évaluation des technologies. Des formations destinées aux parties prenantes – responsables politiques ou industriels, associations non gouvernementales et universitaires – ont été organisées à l'échelon national. Le contenu de ces formations est fourni sur le site Internet du PNUE : www.uneptie.org/pc/cp/library/training/cdgpac/start.htm.

APELL et l'industrie extractive

L'application du processus APELL à l'industrie extractive a été encouragée auprès des membres du Conseil international des mines et des métaux (ICMM) dont le programme de travail 2003 était centré sur la prévention et la préparation face aux accidents industriels dans l'industrie extractive et de la métallurgie. Des exemples d'APELL et de sa mise œuvre dans l'industrie extractive ont été examinés lors d'un atelier organisé à Genève pour jeter les bases des travaux à venir du PNUE et de l'ICMM. Ces deux organisations ont copublié la brochure *Explaining APELL for Mining*. Un autre travail de co-publication d'études de cas a débuté. Elles illustreront des bonnes pratiques et des retours d'expériences du processus APELL appliqué aux industries extractive et des métaux. Les activités de type ateliers ou programmes de formation au processus APELL sont de plus en plus en demande.



Un programme de formation sur les Lignes directrices des Nations Unies sur la protection du consommateur a été lancé dans la région Asie-Pacifique, en partenariat avec Consumers International. Des modules de formation sur CD-Rom sur les activités d'approvisionnement durable ont été publiés dans le cadre d'un partenariat PNUE/IAPSO. Le guide *YouthXchange* a été traduit en italien, coréen, portugais et espagnol.

Douze numéros de SC.net ont été publiés, ce qui a quadruplé les visites à la page Internet traitant de la question. Une base de données sur la production et la consommation durables en Amérique du nord a été élaborée en collaboration avec la NASCA et la CEC puis lancée sur Internet : www.p2win.org/main/ns7/doc89/lang/fr.

Production plus propre

Le projet *Cleaner Production Financing* financé par la Norvège a été mené à son terme en 2003. Le guide, les listes de contrôle, les courtes présentations destinées aux décideurs et la trousse de formation qui en ont résulté ont été distribués aux différents acteurs de la production plus propre et des milieux financiers. La version Internet de la trousse de formation a attiré plus de 300 utilisateurs dans les deux premiers mois. Des traductions en chinois et en russe sont en cours.

L'*Environmental Management Navigator* est maintenant accessible sur Internet. Cette base en ligne d'auto-diagnostic pour les petites et moyennes entreprises a été développée avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) et du Wuppertal Institute et l'Internationale Weiterbildung und Entwicklung GmbH (www.em-navigator.net).

La première phase du projet d'économies d'énergies en cours, soutenu par le FEM, est arrivée à son terme avec des projets pilotes, des rencontres sous-régionales d'experts, l'élaboration d'un outil de communication Intranet et un manuel sur la manière d'intégrer les économies d'énergie à une production plus propre.

Dans le cadre de l'aide aux anciennes zones de conflits armés, des études d'impacts ont été effectuées en Albanie et en Serbie pour définir la meilleure façon d'incorporer la production plus propre dans les futurs programmes nationaux de développement.

La Déclaration internationale pour une production plus propre a réuni plus de 400 signatures et six pays ont organisé des cérémonies de signature. Une nouvelle page a été mise à la disposition des signataires sur Internet afin qu'ils échangent et mettent en valeur leurs expériences.

APELL

À la 7^e réunion des spécialistes de haut niveau d'APELL, à Genève, ces derniers ont approuvé la démarche visant à mettre en œuvre APELL via des organisations partenaires. Ils ont aussi recommandé d'autres activités pour promouvoir APELL en tant qu'instrument de mise en œuvre des réglementations existantes.

Un premier atelier APELL, au Pérou, a permis de débattre d'une stratégie d'application du processus à l'industrie extractive de ce pays. La mise en œuvre d'APELL s'est poursuivie au niveau local en Amérique du Sud. Des ateliers et des séminaires ont également été organisés pour promouvoir le processus en République Tchèque, en France, en Inde et en Turquie. Une nouvelle brochure, *APELL Worldwide*, a été élaborée.

La contribution d'APELL au développement durable s'inscrit dans l'étude mondiale lancée en mai 2003 par l'International Council of Chemicals Associations (ICCA) et Responsible Care.

Un tourisme durable

Divers manuels et publications ont été édités en 2003 sur les thèmes d'une gestion durable de l'hôtellerie. Ils présentent des études de cas d'intégration du développement durable chez les voyageurs. En prolongement de l'année internationale de l'écotourisme 2002, le PNUE a plus particulièrement contribué à l'élaboration d'une cartographie des impacts du tourisme sur la biodiversité (*Tourism and Biodiversity: Mapping Tourism's Footprints*). Cette publication illustre les interférences entre le développement du tourisme (présent et prévu) et les lieux où la biodiversité est la plus menacée.

Autres activités :

L'initiative des voyageurs (TOI)

L'Initiative a centré ses activités sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Il en est résulté une stratégie commune d'intégration des principes du développement durable dans cette gestion ; un guide destiné aux acteurs du secteur de l'hébergement (diffusé à 30 000 exemplaires aux membres de la TOI) ; des critères d'achats pour les prestataires du secteur des loisirs maritimes. Le partenariat de la TOI avec la ville de Side (Turquie) a débouché sur des sessions de formation sur le tri des déchets de l'hôtellerie et d'autres entreprises liées au tourisme ; le soutien à l'élaboration du programme de tri sélectif des déchets de Side ; la définition d'une nouvelle décharge contrôlée.

Stratégies et outils de développement du tourisme durable

En partenariat avec la Rainforest Alliance, l'International Ecotourism Society et l'Institute of Policy Studies, et dans le cadre d'une étroite coopération avec l'Organisation mondiale du tourisme, le PNUE incite à l'intégration des questions de développement durable dans les politiques touristiques. Ce projet, financé par la Fondation Ford, est bipolaire :

- intégration du développement durable dans les politiques touristiques, avec un manuel destiné aux décideurs ;
- rôle de la certification dans le soutien à des formes de tourisme plus écologiques, avec le développement d'un réseau de programmes de certification en Amérique latine.

La TOI a co-édité le manuel *A Practical Guide to Good Practice: Managing Environmental and Social Issues in the Accommodation Sector* avec Conservation International, et *Sustainable Tourism: The Tour Operator's Contribution*, qui présente 32 études de cas de bonnes pratiques d'intégration du développement durable dans les activités commerciales des voyageurs.



Lier tourisme durable et protection de la biodiversité

Le lien entre conservation de la biodiversité et tourisme durable s'est concrétisé dans six sites du Patrimoine mondial, avec la coopération de l'UNESCO et de la Fondation des Nations Unies. Cinquante-et-un guides « nature » et 22 promoteurs de l'écotourisme local ont été formés dans quatre de ces sites et une entreprise coopérative a vu le jour.

Responsabilisation des voyageurs à destination des récifs coralliens

En septembre 2003, dix mille affiches et passeports expliquant comment se comporter de manière responsable lors des voyages dans les récifs coralliens ont été distribués aux délégués présents à la réunion de l'Organisation mondiale du commerce, à Cancún.

Autres secteurs industriels

Dans le secteur agroalimentaire, on s'est attaché aux applications de la philosophie du cycle de vie. La collaboration avec la Fédération internationale de laiterie a débouché sur des études de cas dans l'industrie laitière et une conférence sur la gestion du cycle de vie des produits laitiers en septembre 2003, au Sommet laitier mondial de Bruges, en Belgique.

Avec la CNUDED, le PNUE a compilé, en versions CD-Rom et Internet, un ensemble de documents relatifs au développement durable dans l'industrie extractive.

La collaboration avec l'association internationale des déchets solides (ISWA) a permis la traduction en chinois et en espagnol d'un outil sur les ressources de formation en matière de gestion des déchets dangereux, et l'organisation d'une session de formation régionale pour l'Asie.

2003 Publications

- *Cleaning Up: Experience and Knowledge to Finance Investments in Cleaner Production*
- *Tourism and Local Agenda 21 – The Role of Local Authorities in Sustainable Tourism.* Avec ICLEI.
- *Switched On: Renewable Energy Opportunities in the Tourism Industry*
- *Industry and Environment, Shopping for a Better World: sustainability and retailing*
- *Evaluation of Environmental Impacts in the Life Cycle Assessment*
- *A Manual for Water and Waste Management: What the Tourism Industry Can Do to Improve its Performance.* En collaboration avec GTZ.
- *Jovens rumo a Mudanca.* Version portugaise de *YouthXchange*
- Bulletins sur : la production plus propre, le cycle de vie et la consommation durable.
- Brochures sur : Initiative Cycle de vie et APELL pour les parcs industriels.

SERVICE PRODUITS CHIMIQUES

Le service Produits chimiques centralise toutes les activités du PNUE en faveur d'une gestion rationnelle des produits chimiques dangereux. Ses principaux objectifs sont d'agir comme catalyseur pour promouvoir la sécurité, notamment en donnant aux pays l'accès à des informations sur les produits dangereux, d'aider les pays à se doter de la capacité de produire, d'utiliser et d'éliminer les produits chimiques en toute sécurité et de soutenir les actions mondiales comme les Conventions de Stockholm et de Rotterdam afin de réduire ou d'éliminer les risques chimiques. Pour cela, le service travaille en liaison étroite avec des gouvernements, des agences des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et des ONG.

En 2003, dans le cadre des mandats que lui ont conférés le Conseil d'administration du PNUE et les organes directeurs des Conventions de Stockholm et de Rotterdam, le service Produits Chimiques du PNUE a orienté ses activités dans plusieurs directions.

Convention de Rotterdam

La Convention de Rotterdam sur la Procédure de consentement préalable en connaissance de cause (PIC) applicable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international a été adoptée en 1998. La Convention entrera en vigueur le 24 février 2004.

D'ici cette date, la procédure PIC – qui impose aux exportateurs de substances inscrites sur la liste des produits dangereux d'obtenir le consentement préalable en connaissance de cause des importateurs avant toute opération commerciale – reste applicable à titre volontaire et provisoire par les gouvernements qui le souhaitent.

La dixième session du Comité intergouvernemental de négociation (INC) s'est déroulée en novembre 2003. La quatrième réunion du Comité provisoire d'examen des produits chimiques (organe subsidiaire chargé de la procédure PIC pendant la période intermédiaire) s'est tenue en mars 2003. Genève accueillera la première réunion de la Conférence des Parties, du 20 au 24 septembre 2004.

Le Secrétariat PNUE/FAO a organisé plusieurs ateliers régionaux pour aider les pays à mettre en œuvre les procédures de la Convention. Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site Internet de la Convention : www.pic.int.

Le Service Produits chimiques en ligne

Les sites suivants donnent des renseignements sur la gestion rationnelle des produits chimiques :

- Service Produits chimiques : www.chem.unep.ch
- Convention de Rotterdam : www.pic.int
- Convention de Stockholm : www.pops.int
- Polluants organiques persistants (POP) : www.chem.unep.ch/pops
- Code d'éthique sur le commerce international des produits chimiques : www.chem.unep.ch/ethics
- Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes (IETMP) : www.chem.unep.ch/prtr
- Programme relatif au mercure : www.chem.unep.ch/mercury
- Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques : www.chem.unep.ch/saicm
- Evaluation régionale des substances toxiques persistantes : www.chem.unep.ch/pts
- Réseau mondial de surveillance des produits chimiques présents dans l'environnement : www.chem.unep.ch/gmn

PRODUITS CHIMIQUES

Publications 2003

- Brochure contenant le texte de la *Convention de Stockholm sur les POP et ses annexes*. Nouvelle édition dans six langues des Nations Unies.
- *Ridding the World of POPs*. Un guide sur la Convention de Stockholm.
- *Finding Alternatives to POPs for Termite Management. Proceedings of the GEF-MSP Sub-regional Workshops for the Implementation of the Stockholm Convention on POPs*
- *Overview and Summary of the Outcomes from GEF-MSP Regional and Subregional Workshops on Support for the Implementation of the Stockholm Conventions on POPs*
- *Standardized Toolkit for Identification Quantification of Dioxin and Furan Releases*. Mise à jour.
- *Asia Toolkit Project on Inventories of Dioxin and Furan Releases - National PCDD/PCDF Inventories*
- *Master List of Actions on the Reduction and/or Elimination of the Releases of POPs*. 5^e édition.
- *PCB Transformers and Capacitors from Management to Reclassification and Disposal*
- *Report & Inventory Evaluation Workshop for Asia Toolkit Project of Dioxin and Furan Releases*

A suivre...

Convention de Stockholm

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques (POP) a été adoptée en 2001. La Convention est un traité mondial visant à protéger l'environnement et la santé humaine. La Convention couvre à son début 12 POP et doit recueillir les signatures de 50 Parties pour entrer en vigueur. Au 21 novembre 2003, les Parties étaient au nombre de 40. Elle devrait donc être effective d'ici mi-2004.

La première Conférence des Parties devrait se tenir à Punta del Este, en Uruguay, au début de 2004.

Le Comité de négociation intergouvernemental a tenu sa septième session en juillet 2003. Il a lancé des processus pour finaliser le dossier des exemptions spécifiques concernant le DDT, soutenir les prestations d'aide technique et guider le développement de mécanismes financiers. Des mesures d'orientation provisoires ont également été adoptées pour aider les pays à préparer des plans nationaux de mise en œuvre. Le groupe d'experts chargé d'élaborer des aides à la sélection des meilleures techniques et des meilleures pratiques environnementales relatives aux POP s'est réuni de mars à décembre 2003. Un atelier ayant pour but l'élaboration d'un programme mondial de surveillance des POP afin de faciliter l'évaluation de l'efficacité de la Convention s'est tenu en mars 2003.

Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités est au cœur des activités du service Produits chimiques du PNUÉ. En 2003, le soutien de ce service aux gouvernements pour une meilleure gestion des produits chimiques s'est matérialisé dans 65 ateliers et conférences sur les questions prioritaires, notamment :

- la mise en œuvre des Conventions de Stockholm et de Rotterdam,
- le recensement et la gestion des biphényles polychlorés (PCB),
- le recensement des sources de dioxines et de furanes et l'estimation des rejets,
- les solutions de rechange aux pesticides contenant des POP,
- la création d'un réseau d'information sur les produits chimiques,
- les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales.

Une vaste gamme d'outils d'information est à la disposition des pays et autres entités concernées par la gestion rationnelle des produits chimiques.

Plans nationaux de mise en œuvre

La Convention de Stockholm impose aux Parties d'élaborer des Plans nationaux de mise en œuvre (NIP) dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention. Chaque plan national fait état de la situation des POP dans le pays et des mesures à prendre pour mettre en œuvre les obligations de la Partie aux termes de la Convention.

Au 1^{er} décembre 2003, plus de 100 pays avaient reçu des fonds du FEM pour élaborer leur plan. Douze de ces pays participent aussi à un projet pilote destiné non seulement à leurs plans nationaux mais encore à élaborer des lignes directrices génériques et techniques d'élaboration des plans et à permettre l'adoption de choix dans la gestion des POP. Le service Produits chimiques du PNUE a organisé 32 rencontres nationales et régionales, des ateliers et des formations de soutien aux pays pour les aider à élaborer leurs plans nationaux et projets pilotes.

Réseau d'échange d'informations sur les produits chimiques (CIEN)

Le CIEN est un processus multipartite aidant les pays à :

- élaborer une charte d'information sur les produits chimiques,
- fournir des ordinateurs et autres outils nécessaires pour accéder à Internet,
- apprendre au personnel à utiliser les postes de travail et accéder aux informations sur les produits chimiques,
- faciliter la circulation de l'information et le travail en réseaux entre les responsables de la gestion des produits chimiques.

Au 1^{er} décembre 2003, le CIEN était actif dans dix-sept pays.

Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM)

En 2002, le Conseil d'administration du PNUE s'est prononcé pour l'élaboration d'une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM). Celle-ci a par la suite été approuvée par le Sommet mondial sur le développement durable. Un processus consultatif engageant toutes les parties

... Publications 2003, suite de la page précédente

- *International Activities Related to Chemicals*. Quatrième édition.
- *Legislating Chemicals: An Overview*
- Brochure contenant le texte de la Convention de Rotterdam et ses annexes, nouvelle édition, dans six langues des Nations Unies.
- Circulaire PIC N° XVII – juin 2003
- *Proceedings of the Regional Workshops for the Implementation of the Rotterdam Convention*
- *Decision Guidance Documents on PIC*
- *Global Mercury Assessment Report* (Rapport sur l'évaluation mondiale du mercure, résumé de 32 p.)
- *Global Mercury Assessment: Summary Report*
- *PNUE/OCDE : Screening Information Data Sets (SIDS)*
- *Regionally-Based Assessment of Persistent Toxic Substances 12 Regional Reports*
- *Global Report: Regionally Based Assessment of Persistent Toxic Substances (PTS)*
- *UNEP Chemicals Newsletter*, Volume 7, numéros 1 et 2.
- *Proceedings of the Workshops to Develop a POPs Global Monitoring Programme to Support the Effectiveness Evaluation of the Stockholm Convention on POPs*

Bases de données actualisées en 2003

- *POPs Alternatives Reference Database Expert System* (version Internet)
- *Internet Database of Country-specific POP data 2002* (résultats d'étude)
- *Internet database of National POPs Action Plans, 2002*
- *Internet-based UNEP/IRPTC Legal File* (1998/99, données internationales mises à jour en permanence), janvier 2003

prenantes culminera lors d'une conférence internationale au début de 2006. Le service Produits chimiques du PNUE assure le secrétariat de la SAICM et collabore à un comité de pilotage réunissant dix organisations, parmi lesquelles des partenaires de l'IOMC, l'IFCS, le PNUD et la Banque mondiale.

La première session du Comité préparatoire pour l'élaboration d'une SAICM s'est déroulée en novembre 2003. Un historique et des documents relatifs à la rencontre SAICM-Prepcom1 sont disponibles sur www.chem.unep.ch/saicm.

Mercure

Consécutivement à la publication du rapport d'Évaluation mondiale sur le mercure, le Conseil d'administration a conclu à l'existence de preuves des effets nocifs importants du mercure au niveau mondial et appelé à la prise d'autres mesures internationales visant à réduire les risques pour la santé humaine et l'environnement. En réponse, le service Produits chimiques du PNUE a créé le programme relatif au mercure, avec l'objectif de favoriser l'action aux niveaux national, régional et mondial pour réduire ou éliminer l'utilisation et le rejet de mercure dans l'environnement. (www.chem.unep.ch/mercury)

Projet financé par le FEM pour l'évaluation régionale des substances toxiques persistantes

Le projet d'évaluation régionale des substances toxiques persistantes, lancé en septembre 2000, a atteint ses objectifs. Il s'agissait de mesurer et comparer les gravités des dommages et des menaces que représentent les substances toxiques persistantes aux niveaux national, régional et, finalement, mondial. Douze rapports régionaux et un rapport mondial ont été publiés. Ce projet est actuellement en cours d'évaluation. Ses résultats sont disponibles sur www.chem.unep.ch/pts.



ENERGIE ET ACTIONOZONE

ACTIONOZONE

Le Programme ActionOzone a pour objectif d'aider les pays en développement ou à économies en transition à se conformer aux dispositions du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Le Programme offre des services de renforcement des capacités, notamment un Centre d'échange d'informations, des formations et des réseaux régionaux aux Bureaux nationaux Ozone (NOU) - organes gouvernementaux créés dans les pays en développement pour l'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance des stratégies nationales de respect du Protocole. Grâce à notre programme d'aide, les pays peuvent prendre des décisions éclairées sur les technologies de recharge et les stratégies respectueuses de la couche d'ozone. Le Programme ActionOzone est principalement financé par le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal ; il bénéficie également du soutien du Fonds pour l'environnement mondial et des gouvernements suédois et finlandais.

Prendre des décisions éclairées et promouvoir la gestion des connaissances

Sensibilisation à l'action

- Soutien à l'élaboration de matériels de sensibilisation régionaux par un programme annuel public de sensibilisation qui soutient les efforts nationaux d'élimination des substances appauvrissant l'ozone (SAO), et de respect du Protocole de Montréal.
- Parution de trois numéros du bulletin *ActionOzone* en arabe, chinois, anglais, français et espagnol. En 2003, le PNUE a lancé une édition russe du bulletin.
- Service hebdomadaire d'information électronique *OzoNews*, qui informe ses abonnés du suivi du Protocole de Montréal dans le monde ; bimestriels spécialisés électroniques RUMBA (actualité sur le bromure de méthyle) et CLIO3 (actualité sur le climat et l'ozone).
- Contribution et participation aux activités internationales de célébration de la *Journée internationale pour la préservation de la couche d'ozone* (16 septembre 2003).

Reconnaissance publique de l'excellence dans la mise en œuvre des accords environnementaux multilatéraux (AEM)

ActionOzone a organisé l'édition 2003 de l'Outstanding NOU Award, prix destiné à récompenser les gouvernements qui se sont distingués par leur mise en œuvre du Protocole de Montréal. La Chine, les Fidji, la Jamaïque et le Sénégal sont les lauréats 2003.

(www.uneptie.org/ozonaction/events)

Décerné tous les trois ans, ce prix récompense les Bureaux nationaux Ozone qui se distinguent par leurs réalisations, leur implication et leur enthousiasme. L'objectif est d'encourager une compétition amicale et positive entre pairs au niveau des Bureaux nationaux Ozone, et d'inciter d'autres organismes à parvenir aux mêmes buts ou même à les dépasser. Les prix ont été remis aux représentants des pays lauréats lors de la 15^e réunion des Parties au Protocole de Montréal à Nairobi, le 13 novembre.

Programme d'assistance à la conformité (CAP)

ActionOzone agit par le canal régionalisé du CAP, au titre duquel des personnels, des fonds et des responsabilités de mise en œuvre ont été attribués aux Bureaux régionaux du PNUE (ROWA, ROLAC, ROA et ROAP).



- Elaboration et diffusion de *Sky Pirates*, une vidéo de sensibilisation générale pour le grand public (disponible en anglais avec des transcriptions en français et en espagnol).
- Elaboration et diffusion de *Ozzy Ozone*, un dessin animé vidéo de sensibilisation pour les enfants (disponible en anglais, français et espagnol).

Meilleure compréhension des technologies et des politiques

- Elaboration et diffusion du manuel *Planning, Designing and Implementing Policies to Control Ozone Depleting Substances under the Montreal Protocol*.
- Elaboration et diffusion d'études de cas: *Case Studies on Alternatives to Methyl Bromide, Volume 2 : Technologies with Low Environmental Impact in Countries with Economies in Transition*.
- Elaboration et diffusion de *Rien à déclarer : Bonnes pratiques douanières pour sauver la couche d'ozone*, une vidéo de formation des fonctionnaires des douanes (disponible en anglais, français et espagnol).
- Production de la brochure *Building Owners Save Money, Save the Earth*, qui explique l'intérêt du remplacement des gros climatiseurs au CFC (les compresseurs frigorifiques) par des technologies nouvelles, avec l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et d'autres.

Soutien à l'élimination progressive du bromure de méthyle

- Mise à jour du site Internet conjoint PNUÉ/ONUDI sur les projets de solutions de rechange au bromure de méthyle : *Methyl Bromide Alternative Projects : MAP to a Healthy Harvest* (www.uneptie.org/ozonaction/unido-harvest).

Echange d'informations sur Internet

- Ajout du service d'information électronique *The Montreal Protocol at Work* au site Internet d'ActionOzone (www.uneptie.org/ozonaction). Ce bulletin met en exergue des informations sur la mise en œuvre du Protocole et souligne les réalisations, les résultats et les progrès de ses acteurs.
- Mise à jour du site Internet *The Online Halon Trader* (www.halontrader.org) et notamment ajout des stratégies de gestion du halon pour les pays ressortissant à l'article 5.
- Ajout d'une version en ligne de la vidéo de formation des fonctionnaires des douanes : *Rien à déclarer : Bonnes pratiques douanières pour sauver la couche d'ozone*.



Initiatives spéciales

- Contribution au *Special Report on Safeguarding the Ozone Layer and Global Climate Systems, Issues on HFCs & PFCs*, du GIEC et du Groupe d'évaluation technologique et économique (TEAP).
- Mise à jour de la publication *Analysis of CFC Consumption and Production Trends in Developing Countries*, avec des graphiques des niveaux de consommation et de production des SAO antérieurs par pays. Elle permet de contrôler et d'évaluer le respect du Protocole par ces pays et d'attirer l'attention sur les éventuelles mesures correctives.

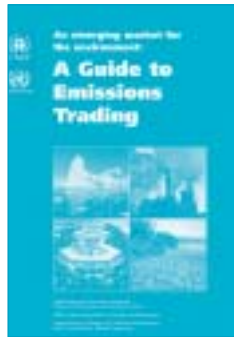
Renforcement des capacités par des programmes de formation et des plans de gestion de l'élimination

En 2003, le PNUE a fourni aux pays en développement ou à économie en transition de nombreux services d'aide au renforcement des capacités pour leur permettre de se conformer au Protocole de Montréal. Le Programme ActionOzone a directement aidé 144 pays en développement (dont six ne sont pas parties au Protocole) grâce à diverses combinaisons d'un ou plusieurs des services suivants :

- Réseaux régionaux des Responsables Ozone pour 144 pays en développement, pour les aider dans le suivi de leurs données, la formulation de politiques, la mise en place de coopérations avec des pays appartenant ou non à leur région et la préparation de l'application du Protocole. Le Programme a également organisé la première rencontre du réseau Europe de l'Est/Asie centrale, récemment agréé.
- Programmes de pays, plans de gestion des fluides frigorigènes et projets de renforcement institutionnel afin d'aider 113 pays à faible consommation de SAO et d'autres pays en développement à renforcer leurs savoirs spécifiques dans la gestion et la coordination de l'élimination des SAO. Ces actions ont également aidé des pays à satisfaire aux objectifs fixés pour les CFC par le Protocole et à progresser vers l'élimination complète dans le secteur de la réfrigération.
- Préparation des plans nationaux d'élimination des SAO et formation en vue du suivi et de la réduction de leur consommation.

Publications 2003

- *The UNEP DTIE OzonAction Programme, An Overview*
- *ActionOzone* : Bulletin régulier du Programme ActionOzone
- *Rien à déclarer : Bonnes pratiques douanières pour sauver la couche d'ozone*. Vidéo.
- *Ozzy Ozone*. Vidéo.
- *Planning, Designing and Implementing Policies to Control Ozone Depleting Substances under the Montreal Protocol: A Handbook of Policy Setting at the National Level – Guidelines*.
- *Case Studies on Alternatives to Methyl Bromide, Volume 2: Technologies with Low Environmental Impact in Countries with Economies in Transition*
- *Innovative Financing to Implement Multilateral Environmental Agreements: The Case of the Montreal Protocol, Proceedings of the Technical Workshop on Concessional Lending. L'Estérel, Canada, 22 juillet 2002*



ENERGIE

Le PNUE s'intéresse aux conséquences environnementales de la production et de l'utilisation de l'énergie, telles que les changements climatiques à l'échelle mondiale et, localement, la pollution de l'air. Nous aidons les décideurs des pouvoirs publics et du secteur privé à faire de meilleurs choix énergétiques, plus éclairés, qui intègrent la totalité des coûts environnementaux et sociaux. Le programme Energie de la DTIE travaille en étroite collaboration avec des partenaires du monde entier.

Energies renouvelables

Les initiatives du PNUE dans le cadre du projet de création d'entreprises de services énergétiques en milieu rural (REED) incitent à la création de nouveaux types d'entreprises employant les meilleures pratiques pour fournir des services énergétiques durables. Par ses innovations en 2003, la Chine a particulièrement retenu l'attention :

China Rural Enterprise Development (CREED)

Avec des partenaires de la province chinoise du Yunnan et des zones voisines, le programme CREED aide des entrepreneurs à fournir des services énergétiques plus propres et de meilleure qualité dans le cadre de nouvelles opérations commerciales à risque. Avancé dans une démarche interactive instaurée par son partenaire E+Co, CREED vise à combiner des services de création d'entreprises avec des financements de démarrage très ciblés. Le programme est également conçu pour canaliser les programmes financiers et de soutien aux entreprises, nouveaux ou existants, vers des services énergétiques ruraux permettant aux familles pauvres d'acheter et utiliser des formes d'énergie plus propres.

Energie – Financement

Sustainable Energy Finance Initiative (SEFI)

SEFI a été lancé conjointement en octobre 2003 par le service Energie du PNUE, l'unité de l'Initiative du PNUE sur les institutions financières (*UNEP FI*) et BASE (Agence de Bâle pour la promotion de l'énergie durable). SEFI a pour objectif d'encourager l'ensemble des financeurs des énergies durables à accroître leur base de connaissances communes et à construire des alliances et partenariats capables d'orienter positivement les investissements vers le secteur des énergies durables.

Indian Solar Loan Programme

En partenariat avec le Centre Risø du PNUE et les groupes bancaires indiens *Canara* et *Syndicate*, la DTIE a élaboré un programme de quatre ans pour stimuler le marché de l'équipement photovoltaïque domestique en Inde du sud, où une clientèle potentielle manque de choix en matière de financement, ce qui a retardé le développement de ce marché.

Pour contribuer à stimuler ce marché, ce programme de prêts à l'équipement solaire, soutenu par la Fondation des Nations Unies et la Fondation Shell, offre maintenant en Inde des emprunts à taux d'intérêt bonifiés pour abaisser le coût de financement de ces équipements pour les clients, et les banques *Canara* et *Syndicate* ont créé des portefeuilles d'investissement spécialement destinés au financement des équipements solaires domestiques. Au 1^{er} octobre 2003, plus de 1 700 installations solaires de ce type avaient été financées et le programme est prévu financer un total de 20 000.

MEDREP Finance

Avec l'aide du ministère italien de l'Environnement et du Territoire, le PNUE a commencé à encourager l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables au sud de la Méditerranée, par le truchement du *MEDREP Finance*, l'un des trois piliers du Programme méditerranéen pour les énergies renouvelables. Les objectifs fondamentaux de *MEDREP Finance* sont d'étudier diverses démarches permettant d'orienter l'investissement vers les entreprises et les projets du secteur des énergies renouvelables dans les pays ciblés, et de structurer divers mécanismes de soutien susceptibles d'inciter les prêteurs et les investisseurs à financer davantage le secteur des énergies propres. En parallèle, d'autres actions aideront les financiers à davantage s'intéresser aux possibilités d'investissement dans les énergies renouvelables, à harmoniser et abaisser le coût des transactions, à évaluer et gérer les risques et retours sur investissements liés aux technologies des énergies renouvelables. L'Egypte, le Maroc et la Tunisie sont les trois premiers pays méditerranéens ciblés par le programme.

Agences de crédit à l'exportation

Le PNUE a consolidé son travail avec les agences de crédit à l'exportation en organisant un troisième atelier sur l'environnement qui a réuni des représentants de ces agences, d'institutions financières, de compagnies d'assurance, de l'industrie et d'ONG. L'atelier s'est principalement intéressé d'une part aux moyens de soutenir les technologies faisant appel aux énergies renouvelables, notamment les produits susceptibles d'être développés dans le cadre des dispositions du Protocole de Kyoto sur le marché des permis de polluer et le mécanisme pour le développement propre, et d'autre part à la mise en œuvre de démarches communes en matière d'environnement, telles qu'élaborées sous les auspices de l'OCDE.

Publications 2003

- *A Guide to Emissions Trading*. Sommaire récapitulant les questions centrales relatives au marché des permis de polluer :
 - Comment ce marché des permis peut-il diminuer le coût de la protection de l'environnement ?
 - Quelles sont les difficultés à prévoir lors de l'élaboration des programmes ?
 - Qu'est-ce qui a ou n'a pas fonctionné, concrètement ?
- *Natural Selection – Evolving Choices for Alternative Transport Fuels and Vehicle Drive Systems*, exposé bref mais complet sur les principaux choix énergétiques en matière de carburants et les systèmes de motorisation associés. Les cadres stratégiques contribuant au déploiement de sources d'énergie différentes sont examinés et des études de cas fournissent des exemples de succès.

Par mobilité durable on entend équilibre entre la nécessité, pour la société, de déplacer librement et selon un bon rapport coût-efficacité les individus, les marchandises et les services, et celle de préserver un environnement sain pour la vie des générations actuelles et futures.



Gestion de l'énergie et plan d'économies d'énergie liées à la rentabilité énergétique (EMPRESS)

Financé par le FEM, ce projet a débuté en octobre 2003. Il a pour objectif de promouvoir des actions de surveillance et de ciblage en République tchèque et en Slovaquie. Dans les pays qui acceptent cette démarche de gestion énergétique, ce sont généralement des cabinets spécialisés, rétribués pour leurs services, qui se chargent de ces actions. Mais ce genre de structure n'est pas habituel dans les secteurs industriels d'Europe centrale et orientale. C'est pourquoi le projet associe le soutien de ces actions à un financement privé des coûts d'audits et de formation sur le terrain, une démarche financière fréquemment mise en oeuvre par les sociétés de conseil énergétique. C'est la première fois qu'en Europe centrale et orientale des services techniques de surveillance et de ciblage sont combinés à un modèle de financement similaire à celui des cabinets de conseil énergétique.

Transport

Le Forum du PNUE sur la mobilité, initiative volontaire de 13 grands constructeurs automobiles d'Europe, du Japon et des Etats Unis, travaille à protéger l'environnement tout en permettant à ces entreprises de rester prospères et rentables par l'inscription de leurs activités dans le cadre du développement durable.

Activités récentes :

- Publication d'un dépliant intitulé *Getting There, The UNEP Mobility Forum and the Challenge of Sustainable Development* (voir encadré).
- Elaboration multipartite d'un ensemble d'indicateurs spécifiques de l'industrie automobile, en complément des *Global Reporting Initiative Guidelines*.
- Finalisation de trois dessins animés sur les techniques de conduite pour la campagne *Greener Driving* diffusée sur Internet. Le site *Greener Driving* propose des moyens simples susceptibles d'abaisser la consommation de carburant, les coûts et la pollution de l'air, tout en améliorant la sécurité.
- Conjointement avec le Forum du PNUE sur la publicité, organisation de la table ronde : *Can Sustainability Sell ? Communicating Corporate Responsibility/Sustainability – A Business Case for the Automotive Industry*, au Salon international de l'automobile de Frankfort, en septembre 2003.



ECONOMIE ET COMMERCE

Le travail du PNUE dans ce domaine est centré sur l'interface entre commerce, finance et environnement. Les activités visent à :

- démontrer et clarifier les liens et complémentarités entre l'économie, le commerce et le développement durable, en s'intéressant particulièrement au commerce et aux décideurs ;
- favoriser une meilleure compréhension des impacts de la libéralisation du commerce sur l'environnement aussi bien que sur la société et l'économie, et de l'impact des politiques et des accords environnementaux sur le commerce ;
- encourager et aider les pays à utiliser et mettre en œuvre les outils d'évaluation et d'incitation, notamment la planification et l'évaluation environnementales et intégrées, le chiffrage des ressources environnementales et naturelles, et les instruments économiques ;
- renforcer les capacités des pays, particulièrement des pays en développement et ceux à économie en transition, à intégrer les considérations environnementales dans les politiques macroéconomiques, y compris les politiques commerciales ;
- promouvoir des synergies entre les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), notamment en clarifiant les relations entre les règles de l'OMC et les mesures commerciales relevant des AME.
- Promouvoir et soutenir la mise en œuvre de politiques de développement durable par le secteur des services financiers.

Renforcement des capacités

Augmenter les efforts de renforcement des capacités en matière d'environnement, de commerce et de développement

Le service Economie et Commerce travaille avec diverses organisations partenaires pour élaborer et mettre en œuvre une démarche à long terme de renforcement des capacités, à la fois coopérative, coordonnée et d'un bon rapport coût-efficacité. Des réseaux de partenaires sont aussi en développement.

En 2003, des ateliers internationaux et régionaux ont été organisés en Amérique latine, en Afrique et aux Caraïbes. Ces ateliers, assortis de questionnaires, ont permis d'évaluer les besoins de renforcement des capacités aux niveaux nationaux et régionaux et de fixer des priorités pour structurer la conception des programmes régionaux correspondants.



Renforcement des capacités

L'évaluation collective des besoins permet au PNUE d'offrir des activités de renforcement des capacités impulsées par la demande. Un ensemble de modules de renforcement des capacités destinés à la formation des formateurs est en cours d'élaboration ; il sera mis à la disposition du réseau en expansion des partenaires du PNUE aux niveaux nationaux et régionaux, pour assurer une plus large diffusion et davantage d'autonomie des activités.

Evaluation intégrée

Le PNUE a élargi le champ de cette activité d'évaluation aux politiques de planification et à des stratégies économiques plus vastes, en axant ce travail sur le rôle du commerce durable comme facteur de lutte contre la pauvreté. Des projets portés par des pays et des groupes d'experts perfectionnent les méthodologies et, simultanément, développent des capacités nationales capables de procéder aux évaluations.



Conception et mise en œuvre de politiques de développement durable

Le PNUE a mis en place un groupe de travail international réunissant des représentants d'organisations internationales, des experts et des décideurs spécialistes de l'évaluation intégrée, avec mission d'élaborer un cadre de travail pour l'évaluation et la planification intégrées dans le contexte du développement durable, d'aider à orienter huit projets nationaux pour tester ce cadre. Le groupe de travail s'est réuni pour la première fois en février 2003. Une deuxième réunion, en juin, a défini des méthodologies et des démarches ainsi que le processus à adopter pour lancer des projets nationaux et préciser le cadre de travail.

Economie environnementale

Evaluer et modifier les subventions nuisibles à l'environnement

- *Pêche*

En 2003, différents types de subventions destinées aux ressources halieutiques, dans diverses conditions de gestion et de modèles bio-économiques, ont été analysés pour contribuer à l'élaboration de recommandations de choix stratégiques s'attaquant aux subventions à impacts négatifs.

- *Energie*

Une méthodologie a été publiée pour aider les gouvernements dans l'évaluation des impacts économiques, environnementaux et sociaux imputables aux subventions accordées au secteur de l'énergie, et dans la conception des révisions de leurs stratégies.

Promouvoir l'utilisation des instruments économiques

Lors de sa réunion de février, le groupe de travail sur les instruments économiques pour une politique de l'environnement a examiné deux publications de 2003 : *Opportunities, Prospects and Challenges for the Use of Economic Instruments in Environment Policy Making* et *The Role of Economic Instruments in the Context of Implementing Biodiversity-related MEAs*.

Le commerce et les relations AME-OMC

Renforcer la cohérence entre les AME et l'OMC

Le service Economie et Commerce du PNUE a continué à faciliter les échanges d'informations et la coopération entre les secrétariats des AME et de l'OMC dans les négociations en cours au sein de l'OMC. Outre les rencontres entre les secrétariats, qui ont précédé les sessions spéciales du Comité du commerce et de

l'environnement (CTE) de l'OMC en février, mai et juillet, le PNUE a organisé des rencontres informelles des secrétariats des AME, avec le président des sessions spéciales, les principaux pays en développement et la Commission européenne.

Le service Economie et Commerce a participé aux sessions ordinaires et aux sessions spéciales du CTE tout au long de l'année. Il a organisé avec la CNUCED deux ateliers de l'Equipe spéciale chargée du renforcement des capacités (CBTF), parallèlement aux séminaires régionaux de l'OMC sur le commerce et l'environnement.

En septembre, une délégation du PNUE a assisté à la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, au Mexique. Le travail de renforcement des capacités effectué par le PNUE et celui sur l'évaluation intégrée des politiques liées au commerce y ont été soulignés.

Aider les pays à utiliser et appliquer les méthodes d'évaluation intégrée des politiques commerciales ou liées au commerce dans les secteurs s'appuyant sur les ressources naturelles

Le troisième cycle de présentation des projets d'évaluation des effets des politiques touchant au commerce dans les pays en développement et les pays à économie en transition s'est achevé en 2003. Ce fut l'occasion, avec les projets de la Chine, de la Colombie, de la Côte d'Ivoire, de l'Indonésie, du Nigeria, du Sénégal et du Vietnam, de se pencher sur la libéralisation du commerce dans l'agriculture et, tout particulièrement, la riziculture. Consécutivement à des évaluations antérieures, trois projets portant sur la conception et la mise en œuvre de politiques intégrées ont également été lancés en Chine, au Sénégal et en Ouganda.

Un manuel de référence destiné à faciliter les évaluations intégrées dans le secteur agricole a été préparé pour publication début 2004. Il prolonge le *Reference Manual on Integrated Assessment of Trade-Related Policies*.

Finance

Activités et résultats des groupes de travail

En 2003, le groupe de travail sur la gestion des actifs a lancé un programme de recherche majeur qui rendra son rapport final assorti de recommandations à la mi-2004. Quatorze importants investisseurs institutionnels du groupe de travail d'UNEP FI ont demandé à 25 analystes financiers reconnus d'explorer et préciser la pertinence des considérations environnementales et sociales dans la gestion des fonds de placement, des fonds de pensions et autres fonds institutionnels.

Investir dans la stabilité

Le service des Initiatives financières du PNUE (UNEP FI) a travaillé avec l'Institut international du développement durable (IISD) à une étude des liens entre le monde des finances et les conflits. Ce projet, *Investing in Stability – Conflict Risk, Markets and the Bottom-Line*, qui met en regard la stabilité, les risques de conflits, les marchés et les résultats financiers a pour but d'inventorier les secteurs les plus intéressants pour les banques et les investisseurs. En septembre 2003, à Londres, un atelier a réuni une trentaine d'experts de tous secteurs (financiers, gouvernementaux, ONG et universitaires) pour débattre de la pertinence de la question des conflits pour les institutions financières et du rôle de ces dernières en matière de prévention ou de règlement.

Coopération avec les ONG

En 2003, le secrétariat d'UNEP FI a institué des mécanismes permettant à des groupes d'ONG compétentes d'entrer dans les groupes de travail permanents de l'initiative. Les groupes d'ONG ont maintenant un rôle officiel, que les membres des institutions financières ont accepté. Les ONG ont été consultées lors du processus qui a mené à la table ronde d'UNEP FI, à Tokyo (voir « Activités et résultats des groupes de travail ») dans laquelle des membres d'ONG se sont fortement exprimés.

Publications 2003

- *Information Bulletin*
- *Cancún Special Bulletin*
- *Implementing Sustainable Development : Building Capacity for Integrated Policy Development and Implementation*
- *UNEP Environmental Impact Assessment Training Resource Manual, 2e edition.*
- *Studies of EIA Practice in Developing Countries*
- *The Role of Intellectual Property Rights in Preserving the Spirit of Innovation, Experimentation and the Conservation Ethic at the Grassroots Level*
- *Implementation of Policy Response Packages to Promote Sustainable Management of Natural Resources: Confronting Sustainability in the Mining Sector Role for a Sustainable Fund*
- *CEO Briefing on Emission Trading*
- *Investing in Sustainability: Conflict Risk, Markets and the Bottom Line*
- *Finance, Environment and Sustainable Development – Corporate Responsibility and Capital Markets – Managing Qualitative Risk Issues*
- *0.618 – bulletin d'UNEP FI.*

En mai 2003, le groupe de travail d'UNEP FI sur les changements climatiques a joué un rôle de premier plan dans la structuration de l'ordre du jour des ateliers spécifiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) consacrés aux compagnies d'assurances. Il s'est efforcé d'obtenir que soit envisagé un secteur des services financiers pour la 9^e session de la Conférence des parties de la CCNUCC, en décembre 2003.

UNEP FI a lancé un groupe de travail sur les systèmes financiers en janvier 2003, à la suite d'une table ronde d'une journée à Paris, qui a réuni 20 responsables de haut niveau venant d'organismes d'évaluation financière, de groupes spécialisés dans l'évaluation financière de projets de développement durable, d'institutions financières et de régulateurs financiers. L'activité actuelle du groupe consiste à répondre au Pacte mondial des Nations Unies qui a demandé l'aide d'UNEP FI pour soutenir le Secrétariat dans sa tâche de gestion du système financier du Pacte mondial.

En septembre 2003, UNEP FI a lancé deux nouveaux secteurs d'activité : un groupe de travail mixte GRI/UNEP FI, pour créer un supplément sectoriel traitant des indicateurs environnementaux destinés au secteur financier, et pour finaliser un document d'orientation sur la gestion environnementale et la préparation des rapports s'adressant aux institutions financières des pays en développement ou à économies en transition.

En octobre, la table ronde mondiale 2003 d'UNEP FI a permis à des banquiers, des assureurs et des gestionnaires d'actifs de débattre des idées et défis nouveaux dans les domaines de la finance, de l'assurance et du développement durable. Le thème retenu, Sustaining Value, a permis d'explorer la manière dont les institutions financières et les marchés de capitaux peuvent devenir de puissants moteurs du développement durable. Conformément au protocole d'accord passé entre l'UNEP FI et l'UICN au SMDD, une session spéciale sur le monde des finances et la biodiversité a également été organisée dans le cadre de la table ronde de Tokyo.

Groupes de travail régionaux

En 2003, le groupe de travail africain d'UNEP FI s'est essentiellement consacré à la production du rapport *Sustainable Banking in Africa*.

Le groupe de travail nord-américain a parrainé un événement destiné à explorer les défis que pose l'intégration des résultats environnementaux dans les bilans financiers des entreprises.

En Australie, UNEP FI a travaillé en étroite collaboration avec le Bureau de la protection de l'environnement de l'Etat de Victoria pour promouvoir son action dans ce pays et en Asie par le biais de ses groupes de travail et de son programme de développement.

ACTIVITES REGIONALES

Les activités de la DTIE sont relayées dans les régions par les Bureaux régionaux qui contribuent aussi à l'élaboration des programmes futurs en identifiant leurs besoins propres. Les principales activités des responsables Industrie dans les régions sont résumées ci-après.

Afrique

Production plus propre

- Préparation d'un document détaillé relatif au projet d'institutionnalisation de la table ronde africaine sur une production plus propre.
- Organisation d'un atelier consultatif sur les modalités de création d'un fonds d'investissement pour une production plus propre en Afrique orientale. Des délégués d'institutions financières, de centres de production plus propre, de ministères concernés du Kenya, de Tanzanie et d'Ouganda, de l'Agence norvégienne pour la coopération et le développement, du PNUD, de l'ONUDI et du FEM y ont assisté.

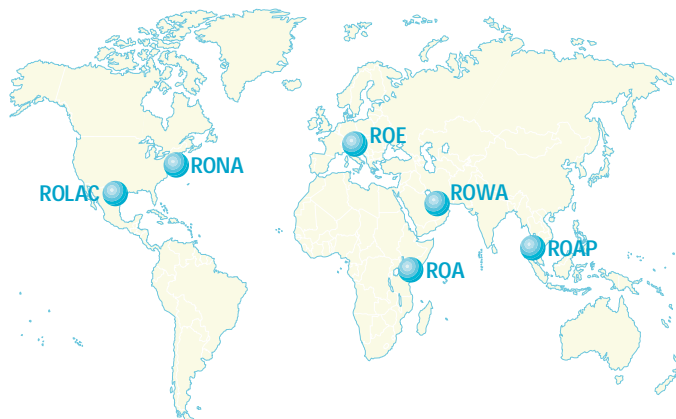
Formation d'ingénieurs

- Préparation et distribution d'une proposition de projet de formation des ingénieurs à la consommation et la production durables en Afrique. La proposition de projet est prête à être soumise à l'unité de Mobilisation des ressources.

Essence au plomb

- Contribution aux activités sous-régionales du programme d'élimination de l'essence au

Bureaux régionaux



UNEP Regional Office for Africa (ROA)

P.O. Box 30552
Nairobi, Kenya
Tél : +254 2 62 42 84
Fax : +254 2 62 39 28
Courriel : sekou.toure@unep.org

UNEP Regional Office for Asia and the Pacific (ROAP)

United Nations Building
Rajadamnern Nok Avenue
Bangkok 10200, Thaïlande
Tél : +66 2 288 11 33
Fax : +66 2 280 38 29
Courriel : svenningsen@un.org

UNEP Regional Office for Europe (ROE)

International Environment House
11-13 Chemin des Anémones
1219 Châtelaine, Genève, Suisse
Tél : +41 22 917 85 04
Fax : +41 22 917 80 24
Courriel : rie.tsutsumi@unep.ch

UNEP Regional Office for Latin America and the Caribbean (ROLAC)

Boulevard de los Virreyes 155
Lomas de Virreyes
CP 11000, Mexico, D.F., Mexico
Tél : +52 55 5202 4841/6394
Fax : +52 55 5202 0950
Courriel : dmasera@rolac.unep.mx

UNEP Regional Office for North America (RONA)

1707 H Street N.W., Suite 300
Washington, D.C. 20006, Etats-Unis
Tél : +1 202 974 1306
Fax : +1 202 785 4871
Courriel : bill.mansfield@rona.unep.org

UNEP Regional Office for West Asia (ROWA)

Villa No. 2113, Road No 2432
Block 324, Juffair, P.O. Box 10880
Manama, Bahrein
Tél : +973 82 6600
Fax : +973 82 5110
Courriel : basel.alyousfi@unep.org.bh

REGIONS

plomb en Afrique, mises en oeuvre par la Division de l'élaboration des politiques et du droit de l'environnement du PNUE, dans le cadre du Partenariat pour des carburants et des véhicules propres.

Renforcement des capacités du Mécanisme pour un développement propre (MDP) en Afrique

- Participation au programme de renforcement des capacités des négociateurs africains sur les changements climatiques, organisé par le centre RESO/PNUE et la DPDL. Les consultations avec les participants ont conduit le Bureau régional à préparer une proposition de projet de renforcement des capacités pour un MDP qui serait mis en oeuvre en collaboration avec le centre RESO/PNUE.

Ozone

- Mesures de soutien à la mise en oeuvre du Protocole de Montréal. Elles se répartissent en quatre catégories : mise en réseau des Responsables SAO et du Programme d'assistance à la conformité dans toute la région africaine ; renforcement institutionnel des Bureaux nationaux Ozone dans 43 pays d'Afrique ; partage des expériences sur l'utilisation de substituts du bromure de méthyle dans la région ; soutien technique à l'élaboration de réglementations et préparation de programmes nationaux d'élimination des SAO dans 14 pays africains.

Compétences techniques

- Renforcement de ces compétences sous forme de présentations techniques dans les forums suivants : séminaire sur les impacts environnementaux des émissions de champs électromagnétiques (3 au 5 septembre à Kampala, Ouganda) ; conférence sur les industries extractives et le développement durable sur le thème « des paroles aux actes » (3 et 4 novembre à Johannesburg, Afrique du Sud).

Asie et Pacifique

Réduction des émissions industrielles de gaz à effet de serre en Asie et dans le Pacifique (GERIAP)

- Evaluations sur sites et ateliers nationaux et internationaux de formation et de sensibilisation, conformément au projet GERIAP. Un manuel de formation consacré aux questions de production plus propre et d'économies d'énergie, comprenant des modules de formation générale prêts à l'emploi pour des séminaires de 5 jours, a été publié sur support papier et format électronique (www.geriap.org).

Production et consommation durables

- Organisation de rencontres ou soutien, notamment en Indonésie, Thaïlande, République de Corée, pour encourager l'élaboration du plan-cadre décennal sur la production et la consommation durables demandé par le SMDD. Ces activités ont mené à l'élaboration d'une feuille de route régionale des futures actions des parties prenantes pour l'avancement du plan-cadre. ROAP a également conçu avec ses partenaires un projet de transfert des meilleures mises en pratique des lignes directrices des Nations Unies sur la consommation durable recensées dans six pays européens et douze pays asiatiques.

Utilisation domestique et rurale de la biomasse à des fins énergétiques en Asie méridionale

- Lancement, avec la FAO, d'un projet soutenu par le FEM sur l'amélioration des technologies de conversion de la biomasse en énergie à usage domestique et professionnel (artisanat rural).

Production plus propre

- Avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (UNESCAP), élaboration d'une stratégie pour l'adoption des principes de production plus propre comme stratégie commune de gestion environnementale dans le secteur du textile. Des

démarches génériques de gestion environnementale ont été élaborées pour les industries du fer et de l'acier, de la pâte à papier et du papier, de la chaux et du ciment, ainsi que pour les industries chimiques.

Finance

- Avec des partenaires, promotion de critères environnementaux à intégrer dans les opérations de prêt et les transactions des banques et autres institutions financières. Des ateliers de formation ont été organisés.

APELL

- Soutien au bureau gouvernemental thaïlandais chargé des zones industrielles et à une municipalité proche de Bangkok, dans leurs applications du processus APELL afin d'élaborer une stratégie de gestion de crise pour la zone industrielle de Bangpoo et les agglomérations voisines.

Commerce et développement durable

- Elaboration d'études de cas sur des produits de l'industrie du cuir et l'accès aux marchés en Inde. Soutien à d'autres études de cas entreprises dans la région.

Tourisme durable

- Travail avec les principaux organes régionaux chargés du tourisme (PATA, IOTO, etc.) pour promouvoir l'intégration des questions environnementales dans leurs programmes de travail. Des ateliers sur la préservation des barrières de corail, le tourisme sur les sites naturels du patrimoine mondial et la production plus propre dans l'hôtellerie ont été organisés en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande.

Education et engagement des parties prenantes

- Signature d'un protocole d'accord avec le Philippine Institute of Industrial Engineers pour promouvoir la production durable et l'intégrer dans les programmes d'enseignement. Deux séminaires de formation ont été organisés à cette fin.

Europe

Consommation durable

- Développement du dialogue paneuropéen sur les modes de consommation durables au travers du projet SCOPE. Organisation d'un atelier qui a réuni des parties prenantes d'origines diverses et contribution à un atelier sur la consommation durable.
- Contribution et soutien institutionnel à la création de la Coalition estonienne pour une consommation durable, puis participation à son lancement. Travail de suivi pour soutenir des initiatives dans trois pays.
- Présentation du projet SCOPE à la Conférence ministérielle de Kiev.
- Lancement, en collaboration avec l'université de Cambridge (Royaume-Uni) d'un projet de recherches multidisciplinaire sur la consommation durable. Un plan de travail a été proposé lors d'une première rencontre avec, notamment, la création de trois ateliers et l'organisation d'une rencontre scientifique paneuropéenne. Le développement d'une méthodologie par indicateurs en vue d'une consommation durable a débuté.

Transport

- Contribution à la mise en œuvre de la Charte de l'OMS sur les transports, l'environnement et la santé ; participation aux réunions du groupe de pilotage.
- Elaboration, à l'aide de la méthodologie de l'OCDE pour des modes de transports écologiquement viables, en coopération avec l'Initiative Europe centrale et avec le soutien du gouvernement autrichien, d'un projet financé par le FEM pour promouvoir des transports compatibles avec un développement durable en Europe centrale et orientale.
- Lancement du site Internet d'échange d'informations *Environment and Transport Clearing House* (www.unep.ch/est-east) en vue de son intégration dans le

Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement, conjointement organisé par l'OMS et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU).

Renforcement des capacités

- Contribution au renforcement des capacités et à la mise en œuvre des évaluations d'impacts sur l'environnement dans le contexte transfrontalier de la région caspienne, en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, CEE-ONU et la BERD, sous les auspices du Programme conjoint PNUE/PNUD/FEM de protection de l'environnement.

Information du public et publications

- Elaboration de matériels d'information du public sur la consommation durable et d'un site Internet (www.unep.ch/scope) pour les diffuser et offrir un forum aux partenaires.
- Publication du rapport *Consommation durable : les perspectives*, et d'une version en serbe. Résumés en bulgare, tchèque, estonien, hongrois, russe et espagnol.
- Publication de lignes directrices pour la mise en œuvre de l'évaluation d'impacts sur l'environnement dans le contexte transfrontalier du littoral caspien, sur la base de deux ateliers ayant réuni les cinq Etats riverains.

Amérique latine et Caraïbes

Production plus propre

- Formation au renforcement des capacités dans les centres de production plus propre à Brasília et Fortaleza, au Brésil. Les cours étaient organisés et donnés en collaboration avec la DTIE et le Centre national de production plus propre de Porto Alegre, grâce aussi, entre autres, aux parrainages de la confédération nationale des industries brésiliennes et son service de formation professionnelle SENAI, de la Banco do Nordeste (banque de développement du Brésil) et de FINEP.

- Préparation de la création de nouveaux Centres d'information pour une production et une consommation plus propres dans la région. Des protocoles d'accord ont été préparés en vue de l'ouverture de quatre nouveaux centres : un au Panama, un au Venezuela et deux à Cuba.

Tourisme durable

- Soutien à la mise en œuvre et au suivi du projet UNESCO/RARE /PNUE consistant à associer biodiversité, conservation et tourisme durable sur les sites du patrimoine mondial. Deux visites de suivi et une évaluation à mi-projet ont été effectuées dans le cadre de ce soutien.
- Soutien au Parlement latino-américain pour la rédaction d'un projet de loi-cadre sur le tourisme. Deux lois ont été préparées pour le Parlement et le projet de loi sur la propriété en temps partagé a été révisé.

Promouvoir APELL

- Signature d'un protocole d'accord avec le *Consejo Colombiano de Seguridad* pour promouvoir localement et régionalement l'opération de sensibilisation et prévention des accidents industriels. Un premier séminaire s'est déroulé les 6 et 7 novembre à Bogotà, en Colombie.
- Organisation d'une réunion de responsables de haut niveau d'APELL à Lima, au Pérou, qui a donné lieu à la création d'un comité de coordination chargé de promouvoir la mise en œuvre d'APELL dans ce pays. Des projets pilotes et d'autres activités du même type ont été planifiés.

Production et consommation durables

- Activités visant à encourager le débat et promouvoir la production et la consommation durables dans les plus hautes sphères politiques de la région. Une stratégie régionale pour une production et une consommation durables a été élaborée et présentée au Forum des ministres de l'Environnement d'Amérique latine et des Caraïbes.

Amérique du Nord

Affaires, commerce et développement durable

- Promotion de la gestion des affaires dans une optique de développement durable au sommet annuel des éco-entreprises d'Amérique du nord organisé par le World Resources Institute.

Tourisme

- Coprésidence des réunions de la commission Tourisme du World Summit White Water to Blue Water Partnership, pour mettre en lumière les contributions nord-américaines et promouvoir l'initiative des voyageurs (TOI) du PNUE.
- En collaboration avec l'université George Washington et Conservation International, travail de soutien à la TOI pour élaborer et promouvoir des initiatives dans le secteur des croisières et autres activités maritimes.

Construction et développement durable

- Parrainage de la réunion nord américaine PNUE/DTIE intitulée Building Connections : Promoting Partnerships to Achieve Sustainable Building and Construction ayant pour but de recenser les problèmes et de mobiliser des partenaires dans le cadre de l'initiative SBC du PNUE, en collaboration avec le World Resources Institute.

Energie

- Organisation conjointe de réunions structurelles et stratégiques du comité consultatif du Centre de collaboration sur les énergies renouvelables et les économies d'énergie, créé par le PNUE et le laboratoire américain sur les énergies renouvelables pour promouvoir le programme du PNUE sur les énergies.
- Représentation du PNUE au 5^e Challenge annuel Bibendum Michelin pour encourager les constructeurs automobiles du monde entier à élaborer et tester des véhicules propres et à bons rendements énergétiques.

Global Reporting Initiative (GRI) et éducation

- Promotion de la GRI comme clef de voûte d'un effort nord-américain visant à élaborer un programme

d'enseignement supérieur sur les partenariats de développement durable dans le contexte du SMDD, dispensé par un réseau universitaire mondial.

Publications

- Promotion de la contribution de la DTIE à la publication-phare du Worldwatch Institute, *L'état du monde 2004*, sur le thème de la production propre.

Asie occidentale

Production plus propre et consommation durable

- Promotion de la consommation durable et création de programmes et de centres de production plus propre dans la région asiatique.

APELL, évaluations d'impacts sur l'environnement et gestion des zones industrielles

- Etude de la création d'un centre régional APELL, co-parrainage de l'atelier régional sur la gestion des zones industrielles et élaboration d'un manuel en arabe.

Système de gestion environnementale (ISO 14001)

- Mise en œuvre d'un projet régional de renforcement des capacités sur les systèmes de gestion environnementale.

Produits chimiques

- Promotion des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. Défense des principes d'évaluation du cycle de vie dans l'élaboration de la stratégie régionale sur la gestion des produits et des déchets chimiques.

Déchets

- Etude de la proposition de création d'un Centre régional pour la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux.
- Finalisation de la stratégie nationale du Yémen pour la gestion des déchets dangereux et du plan de travail correspondant ; organisation d'un atelier national sur cette stratégie.

- Co-organisation d'une conférence internationale sur la gestion des déchets et l'action phytosanitaire.

Energie et changement climatique

- Elaboration d'une stratégie énergétique arabe dans le cadre des initiatives Eau, Energie, Santé, Agriculture (WEHAB) du SMDD.
- Avancement de la proposition de création d'un centre d'excellence de l'Asie occidentale sur les énergies pour un développement durable, dans le cadre du Réseau mondial correspondant (GNESD).
- Coordination de la conférence-exposition 2003 sur l'environnement et l'énergie.
- Publication de *Energy and Environment. A Framework for Action in the Arab Region*.

Tourisme durable et écotourisme

- Publication, avec le Conseil des ministres arabes responsables de l'environnement (CAMRE) de deux manuels en arabe sur le tourisme durable et l'écotourisme.

Commerce et environnement

- Elaboration, avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA) et le CAMRE, d'un programme régional quinquennal de renforcement des capacités pour le commerce et l'environnement.

Ozone

- Participation à la première réunion du groupe de travail Ozone des pays membres du Conseil de coopération du Golfe. L'une des recommandations du groupe de travail est que le PNUE formule un cadre juridique unifié et un plan d'action pour promouvoir l'utilisation des HC comme une solution de rechange correcte des CFC dans le secteur de la réfrigération et du conditionnement d'air.
- Mesure de soutien aux Bureaux nationaux Ozone du Koweït, de la Syrie et du Yemen pour la mise en œuvre des projets de plans de gestion des fluides frigorigènes (RMP).

- Participation aux programmes de formation des Responsables RMP et des Coordinateurs de réseaux régionaux (RNC). Rencontres des RNC et des groupes consultatifs informels.
- Coopération avec l'ONUUDI sur la mise en œuvre des RMP pour l'Oman et le Qatar.
- Parrainage et organisation de l'assemblée plénière des Responsables SAO pour les pays d'Asie occidentale.
- Participation à la première réunion des auteurs principaux GIEC/TEAP – *Special Report on Safeguarding the Ozone Layer and the Global Climate System*. Les questions relatives aux hydrofluorocarbures et aux perfluorocarbures ont été examinées en vue de l'élaboration du premier projet de Rapport spécial.
- Assistance technique au Bureau national Ozone du Yemen en vue de l'élaboration de mesures réglementaires et législatives sur les SAO.
- Soutien au Bureau national Ozone d'Arabie Saoudite pour l'atelier sous-régional sur l'utilisation de la technologie liée aux hydrocarbures développée dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe.
- Participation à la Foire internationale de la réfrigération et du conditionnement d'air (IHK) en Allemagne.
- En coopération avec la Syrie, parrainage et organisation de la réunion de suivi des Responsables SAO et d'un atelier sur le commerce illicite.
- Assistance stratégique et technique à l'Oman, dans son plan de mise en œuvre de la révision et de l'actualisation du cadre réglementaire et juridique relatif au contrôle et à la surveillance des SAO.
- Publication de la brochure de sensibilisation *Ozone Layer Protection on the West Asia Region*, en coopération avec le Bureau régional Ozone syrien.

Autres activités

- Co-organisation d'un symposium régional sur les pollutions sonores sur le lieu de travail et leurs impacts sur l'environnement professionnel.

COORDONNEES DE LA DTIE

Directeur de la Division

Monique Barbut
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15, France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Courriel : unep.tie@unep.fr
www.uneptie.org

IETC

Steve Halls, directeur
2-110 Ryokuchi koen
Tsurumi-ku
Osaka 538-0036, Japon
Tél. : +81 6 6915 4581
Fax : +81 6 6915 0304
Courriel : ietc@unep.or.jp
www.unep.or.jp

Production et Consommation

Fritz Balkau, chef
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15, France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Courriel : unep.tie@unep.fr
www.uneptie.org/pc

Produits chimiques

James Willis, directeur
International Environment House
11-13, Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine
Genève 10, Suisse
Tél. : +41 22 917 81 11
Fax : +41 22 797 34 60
Courriel : chemicals@unep.ch
www.chem.unep.ch

Energie et ActionOzone

Rajendra Shende, chef
39-43, quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15, France
Tél. : +33 1 44 37 14 50
Fax : +33 1 44 37 14 74
Courriel : unep.tie@unep.fr
www.uneptie.org/hp_oa.htm

Economie et Commerce

Hussein Abaza, chef
International Environment House
11-13, Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine
Genève 10, Suisse
Tél. : +41 22 917 82 98
Fax : +41 22 917 80 76
Courriel : etu@unep.ch
www.unep.ch/etu

SITES INTERNET CLES

UNEP DTIE

www.uneptie.org
Développement
www.uneptie.org/outreach

IETC

Questions urbaines
www.unep.or.jp/ietc/Issues/Urban.asp
Eau douce
www.unep.or.jp/ietc/Issues/Freshwater.asp
Bulletin *INSIGHT*
www.unep.or.jp/ietc/Publications/Index.asp

Production et Consommation

APELL
www.uneptie.org/pc/apell
Produire plus propre
www.uneptie.org/pc/cp
www.financingcp.org
Consommation durable
www.uneptie.org/pc/sustain
Tourisme
www.uneptie.org/pc/tourism

Produits chimiques (voir page 15)

Energie

www.uneptie.org/emergy

ActionOzone

www.uneptie.org/ozonation
www.uneptie.org/ozonation/library/oan/main.html

Economie et Commerce

www.unep.ch/etu/etp/index.htm
<http://unepfi.net>

www.unep.org

Programme des Nations Unies
pour l'environnement

B.P. 30552, Nairobi, Kenya

Tél. : (254 2) 621234

Fax : (254 2) 623927

Courriel : cpinfo@unep.org

Internet : www.unep.org



Pour tout renseignement complémentaire :

PNUE

Division Technologie, Industrie et Economie

Tour Mirabeau

39-43 quai André Citroën

75739 Paris Cedex 15

France

Tél : +33 1 44 37 14 50

Fax : +33 1 44 37 14 74

Courriel : unep.tie@unep.fr

Internet : www.uneptie.org